



Les origines politiques et idéologiques de la fusion

La fusion des universités Paris 3 - Paris 5 - Paris 7 n'est pas un acte isolé. Elle prend place dans une politique déterminée visant à l'application des dogmes néolibéraux à l'université. Pour le dire autrement, la fusion a toute sa place dans les réformes successives destinées à transformer l'université en entreprise.

Ce document a ainsi pour but de renseigner la lectrice curieuse ou le lecteur curieux sur les racines politiques et idéologiques de la fusion et sur le contexte global de réforme de l'enseignement supérieur au sein duquel elle s'inscrit.

Regroupement forcé des UFR, licences et masters = Réduction du budget.....	2
Restructurer les services, intensifier le travail du personnel.....	3
« Universités de recherche » = une volonté politique d'abandon du service public.....	4
Quatre ans à mépriser la communauté universitaire : Et la démocratie bordel ?.....	6
Notre feuille de route.....	7
Annexe : coûts et conséquences de la fusion à l'université d'Aix-Marseille.....	8

Regroupement forcé des UFR, licences et masters **= Réduction du budget**

La première raison qui explique la volonté de fusionner s'inscrit dans le **contexte de réduction budgétaire à l'université** et, plus généralement, dans tous les services publics. Pour réduire les coûts, il suffit de fusionner UFR, licences et masters. La présidence de P7 promet que personne ne sera obligé de le faire. Pourtant, dans le même temps, elle crée de nouvelles structures – **collegiums et facultés** – pour regrouper les UFR de même discipline et aspirer leurs compétences (la fameuse « subsidiarité ») ! Tous leurs pouvoirs concernant la formation et l'administration passeront progressivement au niveau de ces collegiums : autrement dit, **on va fusionner les UFR, mais progressivement et en cachette.**

De plus, toutes les conditions sont en place pour que la présidence organise une véritable **course au pognon** entre les différentes composantes des trois ex-universités, avec pour conséquence de pousser les collegiums et les UFR à « choisir » eux-mêmes la fusion ! **Il n'y aura pas d'argent supplémentaire.** Un jury international à la solde du ministère de l'Enseignement Supérieur a retiré à la fac l'argent de l>IDEX (« Initiative d'Excellence »), pour la punir de n'avoir pas fusionné assez vite, c'est-à-dire de ne pas avoir su mater la résistance de la communauté universitaire. Il ne le remplacera pas. Au mieux il nous donnera des miettes : la présidence de P7 s'en fiche, elle veut la « marque » SPC, le label « d'excellence » pour « rester dans la course ». **Le coût de la fusion (30 millions à Aix-Marseille)** pèsera encore davantage sur un budget déjà en baisse.

La future présidence fera comprendre à chaque UFR et chaque collegium que **ceux et celles qui ne fusionneront pas leurs licences et leurs masters seront sous-financé-e-s.** Par la pression financière et moyennant une stratégie d'intimidation qui a déjà commencée, la présidence poussera les directions d'UFR à entrer à leur tour dans un processus de fusion. Elle rappellera que les retardataires seront pénalisées. Quand les premières auront cédé au mouvement, les résistantes seront forcées de fusionner.

Avec, pour nous, étudiant-e-s, les conséquences que l'on sait : **suppression des filières qui font « doublons »** parce qu'elles portent le même nom sans nécessairement faire la même chose ; **réduction d'effectifs** et **sélection accrue** sur des bases ineptes. À quoi il faut ajouter les **déplacements incessants entre différents campus**, en attendant que la présidence ne se serve de cette menace pour les restructurer par disciplines, tant cette solution n'est pas viable à long terme.

Restructurer les services, **intensifier le travail du personnel**

La même chose va se produire avec la fusion des services administratifs de P3, P5 et P7. Comme le savent tou-te-s les salarié-e-s dont l'entreprise a subi une restructuration, il s'agit toujours d'essayer de nouvelles techniques de management, de licencier une partie du personnel et de reporter leur charge de travail sur celles et ceux qui restent. La fusion vise à **accentuer une logique de réduction des « coûts » salariaux** déjà à l'œuvre à l'université depuis plusieurs années. La présidence de P5 a d'ores et déjà **engagé des managers spécialistes en restructurations pour préparer le sale boulot**. Or, une telle logique poussée à bout peut être dévastatrice : aujourd'hui, dans l'hôpital public, on se suicide sur son lieu de travail, comme à France Telecom il y a quelques années. Dans les universités fusionnées de Lorraine et d'Aix-Marseille, la dégradation des conditions de travail et la souffrance du personnel sont déjà avérées. Du côté des étudiant-e-s, cela se traduit par une **dégradation du service public et des conditions d'études**. De plus, à terme, la présidence de P7 espère un approfondissement de l'« autonomie » des universités (= celle de leur patron-ne !), qui lui donnerait le **pouvoir de recruter les enseignant-e-s** selon ses propres critères, **ceux d'une entreprise privée**.

Une prise de pouvoir du secteur Santé

La volonté du ministère de regrouper les universités a permis de ressortir **un vieux rêve des cartons : fusionner la médecine de P5 avec la médecine de P7** pour créer un grand pôle « concurrentiel » et « attractif » à l'international, hégémonique au plan national. C'est nous qu'on aura la plus grosse faculté de médecine ! Pour les étudiant-e-s, cela se traduira par des amphis encore plus bondés et une sélection plus rude. Selon la présidence de P7, la « compétitivité » du secteur santé et ses partenariats avec l'industrie pharmaceutique devraient alors bénéficier aux autres secteurs. De fait, à part quelques miettes, le **seul véritable projet pour les Lettres et Sciences Humaines et les Sciences fondamentales, c'est l'austérité et les restructurations**.

« Universités de recherche » = une volonté politique d'abandon du service public

Regroupements et fusions s'inscrivent dans une politique plus large, qui vise à **diviser les universités en deux catégories**. D'un côté les « universités de recherche », concentrant tous les financements ; de l'autre les « universités de proximité », sans recherche donc, vouées à délivrer des licences « professionnalisantes » (typiquement, en banlieue parisienne et dans la plupart des régions de France). D'un côté, **des facs d'« excellence »** jugées « concurrentielles » ; de l'autre **des facs « poubelles » sous-financées**. La bataille pour attirer les « meilleurs » chercheur-e-s et les « meilleur-e-s » étudiant-e-s ou l'argent du privé a déjà commencée et l'université telle que nous la connaissons, avec ses qualités comme malgré ses défauts, en sera la première victime. C'est dans cette logique que s'est déroulée la course aux « Initiatives d'Excellence » et aux « **regroupements d'université** » imposés par le ministère de l'Enseignement Supérieur depuis 2012 (loi Fioraso de 2013, création des « Communautés d'universités et d'établissement » ou COMUE). C'est encore elle qui pousse les présidences de P7, P3 et P5 à revendiquer la création par fusion d'une « université de recherche ». Il s'agit bien de donner de nouveaux privilèges aux universités qui sont déjà les mieux placées, avec pour objectif final : **élitisme inégalitaire, réduction du nombre de places, sélection renforcée**, et bien sûr nouvelle tentative d'augmenter les frais d'inscription.

Vers le statut de « grand établissement » : déréglementer les frais d'inscription, achever la démocratie universitaire

« P357 » fonctionnera avec des collegiums, sites, campus, facultés, etc. et cinq conseils centraux. Or, mettre en place un tel organigramme est juridiquement impossible sauf à créer, comme l'a justement fait l'université de Lorraine pour résoudre ce problème, un « **grand établissement** ». Sauf que ce statut juridique implique de facto que **les frais d'inscription ne sont plus fixés par la loi mais par... la présidence !** Peut-être ne le fera-t-elle pas tout de suite : mais la porte est ouverte, et ce au moment même où le gouvernement fait passer une loi sur la sélection en M1 qui y incite fortement (les licences, donnant plus ou moins de chances d'accéder aux « meilleurs » masters, ne se vaudront plus ; les présidences chercheront à sélectionner en licence, ou à attirer les « meilleur-e-s » étudiant-e-s via une sélection par le fric) !

Dans le statut de « grand établissement », l'organisation des instances de décision et **la composition des conseils centraux sortent également du droit commun** et, être fixés dans les statuts, doivent être avalisés par décret. Déjà depuis la loi LRU de 2007, le

Les origines politiques et idéologiques de la fusion

Conseil d'administration n'est plus qu'une coquille vide, une simple chambre d'enregistrement des décisions prises par l'équipe présidentielle, toujours hégémonique du fait d'une prime à la majorité et de « personnalités extérieures » souvent issues des entreprises privées. **Un « grand établissement » fusionné permettrait d'accentuer encore cette dérive oligarchique**, en permettant à la direction de la fac de choisir les règles de... l'exercice de son propre pouvoir !

Une politique de restructuration forcée des universités poursuivie depuis 10 ans avec l'appui de la présidence de P7

La présidence de P7 présente les fusions forcées, la sélection et l'élitisme inégalitaire comme des évolutions « inéluctables », forçant chaque université à se battre pour rester dans le peloton des vainqueurs. En fait, **depuis des années, notre présidence applique avec zèle la politique du ministère de l'Enseignement Supérieur**, poursuivie dans la même direction et mise en œuvre par les mêmes personnes (au premier rang desquelles le groupe Marc Bloch) depuis Sarkozy (loi LRU en 2007, loi Fioraso en 2013). Si, à la base, notre présidence doit être assurée par des profs, ceux-ci et celles-ci ont choisi de faire carrière dans la restructuration néolibérale des universités. En cherchant à faire figure de zélés premiers de la classe, **toujours prêts à montrer au ministère qu'ils et elles ont une réforme d'avance**, ils et elles peuvent espérer obtenir des postes au niveau de l'État central ou, au moins, dans son réseau d'influence. Il n'y a qu'à voir le triste exemple de Simone Bonnafous, au faite des réformes lorsqu'elle présidait l'UPEC et depuis propulsée au ministère, à la DGESIP (il est d'ailleurs intéressant d'observer que sa DGS, Pascale Saint-Cyr, rouée à la mise en place anticipée et autoritaires des réformes/restructurations à l'UPEC a été recrutée... à Paris Diderot en 2013).

Parfois, les mêmes qui présentent les réformes comme « inéluctables » quand ils elles sont à l'université, contribuent à les porter quand ils sont promus au ministère ou aux alentours du gouvernement. C'est ce que fait la Conférence des Présidents d'Université (CPU), sorte de MEDEF des patrons de fac, depuis 10 ans. La présidente actuelle de P7, Christine Clérici, a succédé à Vincent Berger lorsqu'il est devenu conseiller « Enseignement Supérieur » de François Hollande en 2014 : c'est lui qui a amorcé le processus de fusion qu'elle poursuit avec autant de ferveur. Proche d'un Parti Socialiste en décomposition, **l'ancien président de P7 Vincent Berger est aujourd'hui membre de l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron**. Il propose... de réserver le diplôme de master à 10 « universités de recherche », les autres ne pouvant dès lors plus délivrer que des licences professionnalisantes (la droite dure porte le même projet).

- 5 -

LUTTER ★ S'ORGANISER ★ SE SYNDIQUER

Solidaires Etudiant-e-s Paris 7
solidairesp7@gmail.com

Solidaires
étudiant-e-s

Quatre ans à mépriser la communauté universitaire : Et la démocratie bordel ?

Il y a quatre ans, au moment des Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche, la majeure partie de la communauté universitaire de P7 s'est prononcée contre la fusion. L'équipe de Christine Clérici a prétendu en tenir compte. Elle s'est fait élire sur ce mensonge. Depuis, elle n'a cessé de multiplier les mesures autoritaires et **n'a toléré aucun débat**, leur préférant les auto-interview (c'est tout de même moins risqué !). Elle appelle à réfléchir dans le cadre et le délai imposés par sa fusion : jamais aux alternatives. Ces derniers temps, elle oscille entre une **attitude paternaliste** (communication et pédagogie pour nous expliquer, comme si on était des mômes, qu'on ne comprend rien à rien) et **l'intimidation pure et simple du personnel et des responsables de composantes**. La fusion n'arrangera rien à ce déni total de démocratie. Elle va, au contraire, concentrer encore le pouvoir et **éloigner les lieux de décision de nos campus**.

Si elle avait été élue en promettant de ne pas faire la fusion, tout en la préparant dans notre dos pour plus tard, **la présidence de Paris 7** nous prend une nouvelle fois pour des débiles. Dans un texte de propagande écrit avec les directions de Paris 3 et Paris 5, la « Feuille de route » qui doit être votée au Conseil d'Administration du 16 décembre, elle **promet cette fois que la fusion est inéluctable, mais qu'elle ne changera strictement rien !** Aucune Licence ni aucun Master ne seront fusionnés, aucun personnel viré et les campus ne bougeront pas ! Bien au contraire, par la grâce de la fusion, les financements tomberont du ciel et les écrouelles guériront.

Pourtant, **cette « feuille de route »** met en place des comités de pilotage centralisés, regroupant celles et ceux qui tiennent déjà tous les postes de direction à P3, P5 et P7. Elle **leur donne les pleins pouvoirs pour écrire les statuts et définir l'organisation de cette future université**, qu'ils ont joliment baptisée « P357 ». En fait, la présidence nous demande de lui faire un chèque en blanc : signez sans aucun engagement concret, faites-nous confiance et on s'occupe de tout ! **Elle construit une véritable machine de guerre, une bombe H pour la restructuration forcée de notre université, en nous jurant en même temps qu'elle ne s'en servira pas.**

Notre feuille de route

La fusion n'a rien d'inéluctable. Chaque semaine depuis bientôt un mois, un regroupement d'universités ou un projet de fusion éclate : Lyon 3 a refusé la fusion, Paris 1 est sortie de sa COMUE, Paris-Saclay et Toulouse battent de l'aile. Ici, à Sorbonne Paris Cité, **le processus de fusion est déjà près de dérailler tout seul** : P13 a été mis à l'écart, **9 UFR sur 16 se sont prononcées contre la fusion avec des scores tournant autour de 90 %** (avec une participation supérieure à celle des élections aux conseils centraux), les médecins de P5 ne sont même plus sûr-e-s d'en vouloir. Il nous suffit de **pousser un peu**, mais tou-te-s en même temps, **pour l'envoyer tout droit au cimetière des grands projets inutiles !** Nous avons un coup à jouer en ce sens d'ici le Conseil d'Administration du 16 décembre. Il ne tiendra alors qu'à nous de réfléchir aux alternatives et de repenser l'avenir de l'université Paris 7 sur de nouvelles bases, démocratiquement, en collaboration avec les autres universités franciliennes !

NOUS EXIGEONS :

Le rétablissement de la démocratie universitaire !

La présidence doit choisir entre un référendum sur la fusion ou la démission et la tenue de nouvelles élections.

Le report du vote de la fusion !

L'élaboration collective de l'avenir de Paris Diderot ne peut se faire dans la précipitation. Nous voulons le temps de débattre de toutes les alternatives pour pouvoir choisir la plus adaptée pour Paris 7 !

NOUS VOUS DONNONS RENDEZ-VOUS

LE VENDREDI 16 DECEMBRE

13H – ESPLANADE VIDAL-NAQUET

POUR EXIGER LE REPORT DU VOTE DE LA FUSION

Annexe : coûts et conséquences de la fusion **à l'université d'Aix-Marseille**

*Issue d'un texte rédigé par les élus de la liste Ensemble Pour d'Autres Possibles ;
pour signer leur pétition : <http://avenirdenosuniversites.fr>.*

La loi Faure de 1968 divise l'université aixoise en deux entités en créant l'université d'Aix-Marseille I - Université de Provence et l'université d'Aix-Marseille III – Université Paul Cézanne puis en 1973 l'université d'Aix-Marseille II - Université de la Méditerranée.

Les trois universités sont de taille voisine en nombre d'étudiants (24000), sont réparties sur plusieurs sites parfois très éloignés géographiquement et se recoupent disciplinairement (Sciences, Économie, ...).

Les réflexions sur un rapprochement des 3 universités débutent en 2005 suivis des premiers travaux à partir de 2007 au sein du PRES Aix-Marseille Université. Ce processus abouti à la fusion des trois universités le 1er janvier 2012 soit plus de 8 ans après les premières réflexions sur le sujet.

L'AMU pour « Aix Marseille Université » (pour faire plus anglo-saxon mais sans le classement qui va avec) compte aujourd'hui 72 000 étudiants et 7 600 salariés éparpillés sur une trentaine de sites, d'Avignon à Dignes-les-Bains en passant par Aubagne ou Arles.

La fusion s'est faite au niveau des organes centraux et des UFR. **Sur plus de 35 composantes au départ, il n'en reste plus que 19** : 6 UFR Arts Lettres Sciences Humaines fusionnées en une seule faculté, 7 UFR de Sciences fusionnées en une seule faculté, 3 IUT fusionnés en 1 seul, ... **seuls les UFR de Médecine n'ont pas fusionné.**

L'administration des UFR fusionnés a été rassemblée sur 1 seul site, restent sur les autres sites quelques Biats pour faire fonctionner les enseignements. Pour équilibrer les sites, l'administration des UFR a été répartis géographiquement : l'administration de l'UFR de Chimie sur un site, l'administration de UFR Lettres sur un autre site

Les campus ont perdu tout rôle politique et sont désormais uniquement des centres opérationnels.

L'ajout de sur-couches organisationnelles s'incarne dans les actes administratifs, il faut par exemple plus de 8 signatures pour le paiement d'heures supplémentaires.

Les origines politiques et idéologiques de la fusion

Le coût financier et humain est colossal et s'étale sur plusieurs années avant d'éventuels bénéfices qui se font attendre depuis 2012. Parmi les coûts directs on peut citer :

- L'harmonisation de toutes les indemnisations par le haut pour acheter la paix sociale.
- La création des services centraux sans mobilité obligatoire des personnels localisés sur les sites initiaux. **Les personnels qui ne souhaitent pas bouger** ne peuvent garder leurs missions (elles n'existent plus en local mais le site central). Ils **héritent donc de missions non adaptées ce qui induit une forte souffrance au travail**.
- La **nécessité d'avoir recours à des recrutements massifs de CDD pour faire fonctionner les services centraux** dans la mesure où la mobilité volontaire concerne peu de personnes.
- La mise à niveau de l'offre de service dans les campus sous dotés au préalable

Les conséquences d'une telle politique se font sentir progressivement. Sur les 5 sites scientifiques, on constate une forte diminution de 4 sites au niveau des personnels BIATSS (soutien et support) au profit d'un seul site (Saint Charles). Une politique de site assez dévastatrice. Inutile de préciser que la direction de la faculté de Sciences est localisée à Saint Charles. Parallèlement, le ratio entre BIATSS de support (administration) en central et de soutien dans les UFR et à la recherche (laboratoire) en local est passé à 61/39 alors que la moyenne nationale dans laquelle s'inscrivait les 3 établissements initiaux est de 50/50. Cela illustre **une explosion des services centraux et de la bureaucratie au dépend de la proximité** et du support technique dans les UFR et les laboratoires.

Les données issues du bilan social 2016 sont éloquentes. Les demandes de consultation de la médecine de prévention liées à la **souffrance au travail** ont explosé entre 2014 et 2015 avec une **évolution de +650 %**. Après avoir pris sur eux même avec la volonté de maintenir la qualité des services d'un établissement public, les personnels sont désormais à bout et finissent pas craquer. Tout porte à croire que **ce n'est que le début**.

Pour faire face aux coûts directs, l'argent de l'Idex qui doit être utilisé pour des actions fléchées d'excellence ne peut être employé. Tous les paramètres pour diminuer les coûts sont donc utilisés : **réduction de l'offre de formation, du nombre de semaines de cours**, locaux moins entretenus, **disparition des postes d'ATER jugés trop chers...** La réussite des étudiants, un souvenir. La première variable d'ajustement demeure évidemment la masse salariale des personnels pérennes par la suppression des postes d'enseignants chercheurs (non remplacement des départs en retraite, pudiquement

Les origines politiques et idéologiques de la fusion

appelée gel de poste). Pour autant le nombre d'étudiants augmente et la recherche nécessite de la matière grise pour progresser. Depuis sa création l'université d'Aix Marseille a supprimé 60 postes d'enseignant-chercheurs soit 11520 heures d'enseignement. A cela s'ajoute la fermeture de spécialités de masters, d'enseignements pour une baisse globale de 25% de l'offre de formation accompagnée d'une diminution des capacités d'accueil.

- 10 -

LUTTER ★ S'ORGANISER ★ SE SYNDIQUER

Solidaires Etudiant-e-s Paris 7
solidairesp7@gmail.com

Solidaires
étudiant-e-s